

Cergy-Pontoise, le 16 SEP. 2013

Monsieur Benoît LOUTREL
Directeur Général de l'ARCEP
ARCEP
7, Square Max Hymans

Le Président

75015 PARIS

Affaire suivie par : Rachid ADDA
Tél : 01 34 25 30 15
Courriel : rachid.adda@valdoise.fr

Monsieur le Directeur Général,

Vous m'avez informé, par copie du courrier à destination des Présidents des Communautés d'Agglomération du Parisis (CALP) et de la Vallée de Montmorency (CAVAM), de la consultation de l'ARCEP relative à une éventuelle modification de la frontière délimitant les zones très denses. Dans le Département du Val d'Oise, les communes de Franconville et de Saint-Gratien seraient ainsi concernées par un éventuel changement de statut réglementaire, des règles techniques et des modalités de commercialisation pour les déploiements fttb résidentiel.

Je tenais d'abord à vous féliciter de la volonté de l'ARCEP d'associer les collectivités territoriales concernées à une éventuelle modification de la réglementation et d'avoir mobilisé les services de l'Autorité pour l'organisation de réunions d'information et de concertation auxquelles le Conseil général a participé les 4 juillet et 9 septembre derniers.

Je vous prie de trouver ci-joint la réponse que le Département du Val d'Oise a rédigée, en concertation avec les deux communes concernées, en réponse à la question 31. Même si je comprends l'ensemble des arguments avancés par l'Autorité pour justifier sa proposition, il n'apparaît pas souhaitable à ce stade et, compte tenu de la convention que j'ai signée dès le 22 mars dernier avec l'opérateur Orange aux côtés du Préfet de région et du Président du Conseil régional d'Ile de France, de modifier la réglementation relative au périmètre des zones très denses sur le territoire du Val d'Oise comme proposée par l'ARCEP.

Mes services se tiennent à la disposition de l'Autorité pour répondre aux observations ou questions que susciterait cette réponse.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments distingués.


Arnaud BAZIN

Copies à :

- **Monsieur Jean DAUBIGNY, Préfet de la région Ile de France, Préfet de Paris**
- **Monsieur Jean-Paul HUCHON, Président de la région Ile de France**
- **Monsieur François SCELLIER, Député du Val d'Oise, Vice-président du Conseil général du Val d'Oise en charge du développement économique, de l'emploi et des TIC.**
- **Monsieur Luc STREHAIANO, Vice-président délégué du Conseil général du Val d'Oise, Président de la Communauté d'Agglomération de la Vallée de Montmorency**
- **Monsieur Raymond LAVAUD, Président de la Communauté d'Agglomération du Parisis**
- **Monsieur Francis DELATTRE, Sénateur-Maire de Franconville**
- **Madame Jacqueline EUSTACHE-BRINIO, Maire de Saint-Gratien**

**REPONSE DU DEPARTEMENT DU VAL D'OISE A LA CONSULTATION PUBLIQUE OUVERTE
DE L'ARCEP DU 4 JUILLET AU 16 SEPTEMBRE 2013**

**« QUATRIEME CYCLE D'ANALYSE DES MARCHES 4,5,6.
MARCHES PERTINENTS DU HAUT ET DU TRES HAUT DEBIT.
BILANS ET PERSPECTIVES »**

Question 31 : L'Autorité invite les opérateurs et les collectivités territoriales concernées à lui faire part de leur analyse des enjeux et de l'impact d'un ajustement de la liste des communes des zones très denses

Contexte

Le Département du Val d'Oise, constitué de 185 communes, est peuplé de 1 168 892 habitants (chiffres de 2009) pour une densité moyenne de 931 hab/km².

5 communes du Département du Val d'Oise ont été déclarées en Zone-Très-Dense (ZTD) par l'ARCEP par décision n°2009-1106 du 22 décembre 2009 de l'Autorité de régulation et 180 communes sont donc situées en Zone Moyennement Dense.

Sur les 180 communes situées en Zone Moyennement Dense,

- 59 communes ont fait l'objet d'intentions d'investir de deux opérateurs privés, Orange et SFR, dans le cadre des réponses du 31 janvier 2011 à l'AMII lancé par le Commissariat Général à l'Investissement. 36 des 59 communes de la zone concertée (AMII) font l'objet d'une déclinaison de l'accord national de cofinancement entre Orange et SFR (28 pour SFR et 18 pour Orange en tant que primo-investisseur). 13 communes seront déployées par Orange sans cofinancement de SFR dans le cadre de l'accord national entre les deux opérateurs.

- 7 communes valdoisiennes sont en cours de déploiement ftth par le délégataire de service public Debitex Telecom dans le cadre de la DSP Debitex portée par l'établissement public créé sur l'initiative des Départements du Val d'Oise et de Seine-Saint-Denis. Le volet résidentiel ftth de la DSP Debitex ne comporte plus de communes situées en zone très dense depuis la signature d'un avenant à la DSP qui a redéfini le périmètre d'action du délégataire. Pour le Val d'Oise, les communes de Villiers-le-Bel et Garges-lès-Gonesse seront désormais totalement déployées par les opérateurs privés. Cet avenant permet d'envisager le raccordement ftth de la totalité des prises du territoire de ces 27 communes (dont 13 dans le Val d'Oise) en combinant les communes traitées dans le cadre de la DSP et celles raccordées par les opérateurs privés sur leurs fonds propres (essentiellement SFR sauf ZTD).

- 117 communes feront l'objet d'une initiative publique inscrite dans le Schéma Directeur de l'Aménagement Numérique du Val d'Oise (SDAN VO) voté à l'unanimité le 22 juin 2012 par l'Assemblée départementale avec un objectif de fin de déploiement d'ici 2020.

Tableaux récapitulatifs pour le Département du Val d'Oise

5 communes en ZTD	180 Communes « Hors ZTD »	
Déploiements en cours d'Orange et SFR sur ces communes	<ul style="list-style-type: none"> - 7 communes traitées dans le cadre de la DSP « Débitex » - 117 communes traitées dans le cadre du RIP inscrit dans le SDAN VO voté le 22 juin 2012 	<ul style="list-style-type: none"> - Accord Orange / SFR : 18 communes où Orange est le primo investisseur et 28 pour SFR en primo-investisseur - 13 communes où Orange investit sans cofinancement prévu de SFR
<ul style="list-style-type: none"> - Convention signée avec Orange le 22 mars 2012 incluant les ZTD / - Accord d'avenant à la DSP Debitex avec le délégataire de service public, filiale de SFR collectivités prenant en compte les deux ZTD du volet fttth initial du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> - Déploiement en cours par le délégataire Débitex Télécom, filiale de SFR. - étude pré-opérationnelle en cours pour le RIP FTTH 	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes en cours sur ces communes par SFR et Orange pour les communes 2014. - Déploiements en cours pour les communes 2012/2013 en conformité aux engagements des deux opérateurs. - Premières commercialisations dans certains quartiers des communes 2010 à 2013. - Pas de convention finalisée avec SFR. - Convention signée avec Orange le 22 mars 2012.

Dès novembre 2011, les opérateurs (Orange et SFR) ayant répondu à l'Appel à Manifestation d'Intentions d'Investissements (AMII) du gouvernement sont reçus par le Président du Conseil général du Val d'Oise. Les deux opérateurs confirment leurs intentions d'investir sur fonds propres pour l'ensemble de la zone concertée du Val d'Oise dans le cadre de l'AMII et selon les éléments rappelés ci-dessus.

Le Département du Val d'Oise a voté à l'unanimité son schéma directeur d'aménagement numérique (SDAN VO) le 22 juin 2012 à l'issue d'une large concertation de près de 18 mois entre les acteurs publics et privés réunis dans un comité de pilotage. Le SDAN VO a retenu le principe d'une action publique sur un périmètre en parfaite complémentarité avec la zone concertée avec l'objectif que tous les Valdoisiens aient accès au THD par la technologie fttth à l'horizon de 2020. La DSP DEBITEX antérieure au 22 décembre 2009 a été actualisée pour prendre en compte le nouveau contexte créé par la réglementation de l'ARCEP et le lancement de l'AMII.

Par ailleurs, le Conseil général du Val d'Oise a créé et mis en place en mars 2013 une Commission Départementale d'Aménagement Numérique (CDAN VO) composée de l'ensemble des EPCI du département, des représentants de l'Etat et de la Région, de la CDC, de la CCI, de conseillers généraux et de personnalités qualifiées représentant les usagers. LA CDAN VO a en charge le suivi de la mise en œuvre de la feuille de route du volet RIP du SDAN VO mais aussi d'assurer le suivi et l'accompagnement des déploiements des opérateurs privés.

Un climat de confiance entre l'ensemble des acteurs (collectivités, usagers, opérateurs privés...) propice à la création des conditions optimales pour assurer la pérennité des engagements des opérateurs privés a pu donc être mis en place dans le Val d'Oise. C'est dans ce cadre que le Président du Conseil général du Val d'Oise a signé le 22 mars 2013, aux côtés du Préfet de la région Ile de France et du Président du Conseil régional d'Ile de France, une convention avec l'opérateur Orange relative au suivi de ses déploiements ftth sur le territoire du Val d'Oise incluant les zones très denses.

Répartition des 5 communes de la ZTD

1 commune constituée à 20% de poches de basse densité	2 communes constituées à 50 % de poches de basse densité	2 Communes constituées à 100 % de poches de basse densité
Cergy (2010 Orange)	Villiers-le-Bel (2012 Orange / 2013 SFR) Garges-les Gonesse (2012 Orange / 2013 SFR)	Franconville (2012 Orange)=> armoires déployées et publiées Saint Gratien (2012 Orange)=> déploiement des armoires de T1 2014 à T4 2014
Pas de changement proposé par l'ARCEP		Proposition de reclassement en ZMD

Le contenu de la convention avec l'opérateur Orange signée le 22 mars 2013

Le 22 mars 2013, le Département, le Conseil régional d'Ile de France, la Préfecture de Région et l'opérateur Orange signent une convention ayant pour objet d'organiser le suivi des déploiements Fttb réalisés par Orange, notamment en Zone Très Dense, et de préciser les dispositions prises par les Parties pour accompagner et faciliter le déploiement du réseau de l'opérateur.

Cette convention permet :

D'engager un processus de concertation entre l'opérateur et les collectivités territoriales après une période d'incertitude liée au manque de stabilisation et de lisibilité de la réglementation

Il est prévu la constitution d'un comité de suivi en charge du suivi de l'exécution de la convention. Il se réunira au minimum deux fois par an. Il est prévu notamment de faire semestriellement le point, à l'appui du rapport remis un mois par l'opérateur, sur l'avancement de ses déploiements sur ses fonds propres. C'est également un lieu de concertation en cas de difficultés de déploiement du réseau. Le comité de suivi a pu se réunir une première fois le 22 mars 2012 le jour même de la signature de la convention. Un second est programmé dans le cadre de la CDAN VO du 23 septembre 2013. Par ailleurs plusieurs réunions dont celle du 26 avril 2013, notamment avec les élus des EPCI et des communes situées en zone très denses,

ont été programmées et ont permis d'exprimer à nouveau les engagements de l'opérateur historique relatifs aux déploiements dans les zones très denses ont les deux communes constituées à 100% de poche de basse densité. Ces différentes réunions de travail ont créé les conditions pour mettre en place les moyens et procédures entre les collectivités territoriales et l'opérateur et faciliter ainsi le déploiement de la fibre optique sur le territoire.

La mise en place d'une concurrence entre opérateurs sur ce territoire

De manière générale sur l'ensemble du territoire du Val d'Oise il existe un réel équilibre entre les deux opérateurs susceptibles d'investir sur leurs fonds propres en fibre optique : Orange et SFR. Cet équilibre est renforcé par la présence du réseau d'initiative publique Debitex sur 7 communes du territoire situées en zone AMII et pour la desserte desquelles les opérateurs SFR et Orange ont indiqué qu'ils seraient client du RIP DEBITEX. Nous remarquons qu'à ce jour aucun autre opérateur présent sur le marché résidentiel ftth n'a annoncé qu'il serait client du RIP Debitex... La corrélation entre la garantie de concurrence et la mutualisation du réseau ne semble donc que théorique voire peu crédible sur certaines communes situées actuellement en ZTD : la véritable garantie serait assurée par un accord commercial, à l'instar de celui signé entre Free et Orange ou Orange et SFR. D'autant que le nombre de prises concernées par les communes de Franconville et Saint-Gratien est dérisoire au regard de la totalité des 500 000 prises valdoisiennes concernées par le ftth voire même du nombre de prises situées en poches de basse densité des autres communes situées en ZTD et exclues des propositions de l'autorité en raison du faible pourcentage de poches de basse densité.

De garantir la complétude des déploiements de la fibre optique jusqu'à l'abonné

La convention prévoit le raccordement en fibre optique de la partie de territoire concernée dans sa totalité : professionnel et résidentiel. Les poches de basse densité en font naturellement partie. Il est prévu une procédure de mise en œuvre pour la réalisation des études d'ingénierie qui prévoit de nombreux échanges entre l'opérateur et les collectivités territoriales avant la publication du phasage et du zonage à l'échelle d'une commune. Le comité de suivi en présence du représentant du Préfet de Région permettra de vérifier les engagements de l'opérateur en terme de complétude. Par ailleurs, l'opérateur Orange a d'ores et déjà bien entamé ses déploiements sur les communes visées par la question 31 de la consultation.

A titre d'exemple : à la demande du Département et des EPCI concernés, l'opérateur Orange a su modifier certains de ses déploiements prévisionnels pour prioriser les déploiements dans des petites communes moins denses d'une agglomération au détriment d'une logique commerciale de déploiements dans des quartiers de communes plus denses. Cela nous conforte dans l'idée que cet opérateur tiendra ses engagements dans les zones pavillonnaires de la zone concertée et dans les poches de basse densité des zones très denses.

Le maintien des poches de basse densité en ZTD permettra plus facilement d'inclure ces périmètres en cas de carence des opérateurs privés. Ainsi pour les communes de Garges-lès-Gonesse et de Villiers-le-Bel (et Noisy-le-Grand en Seine-Saint-Denis), initialement incluses en partie dans la DSP Debitex et prévues aujourd'hui totalement en déploiement des opérateurs privés, il est déjà prévu, dans le cadre de

l'avenant à la DSP signé en décembre 2012, de déployer par l'initiative publique les prises situées en poches de basse densité en cas de non-déploiement par les opérateurs privés. Cela s'appliquera aussi, bien entendu, aux deux communes concernées par la présente consultation qui seront déployées dans le cadre du RIP inscrit au SDAN du Val d'Oise en cas de carence constatée.

Enfin 13 communes valdoisiennes situées en zone AMII sont déployées par Orange sans co-investissement d'un autre opérateur. Elles sont pourtant en cours de déploiement en conformité sur les délais et la complétude avec les engagements d'Orange figurant dans la convention départementale ...

D'envisager un calendrier de déploiement sur les 36 communes

La convention prend effet à compter de la date de signature par les Parties, c'est-à-dire le 22 mars. Elle est conclue jusqu'au 31 décembre 2020. Elle s'inscrit tout à fait dans le cadre de la Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN) dont l'objectif est de généraliser à tous les Franciliens, l'accès à la fibre optique (Ftth) à l'horizon 2020. D'ores et déjà, l'opérateur a fourni aux EPCI et communes rencontrées des calendriers de déploiement à l'horizon 2014. Les déploiements des communes 2010 à 2013 se déroulent conformément aux engagements notamment dans les 13 communes déployées exclusivement par Orange pourtant en dehors du cadre de l'accord avec SFR.

La proposition de l'Autorité de déclasser certaines villes de la zone très dense induirait un risque de :

remise en cause de la convention avec Orange ainsi que de l'accord entre Orange et SFR en ZMD

Le basculement en ZMD des deux communes comportant 100 % de PBD voire à terme des deux autres en comportant 50% minimum 2 communes, remettrait en cause la convention signée le 22 mars dernier et viderait de son contenu l'avancée importante d'inclure les déploiements en ZTD. L'accord Orange-SFR en ZMD serait indirectement remis en cause sur le territoire en particulier la garantie obtenue que le RIP Debitex serait utilisé par Orange dans les 7 communes concernées.

retard dans les déploiements

Un changement de réglementation conduirait les opérateurs à revoir leurs schémas de déploiement, c'est-à-dire à revoir leurs études pour l'implantation de points de mutualisation de 1000 lignes au lieu de 300. D'autre part, elle freinerait certainement la dynamique engendrée par la convention avec Orange et plus généralement le climat de confiance entre collectivités et opérateurs privés au sein de la Commission Départementale de l'Aménagement Numérique du Val d'Oise (CDAN VO).

Ce climat de confiance reste fragile en raison des déceptions passées mais a déjà contribué à créer les conditions, partout en zone de déploiements privés, de la mise en place des moyens et des procédures entre les collectivités territoriales et les opérateurs pour faciliter les déploiements de la fibre optique avec l'objectif que tous les Valdoisiens soient raccordés au THD à l'horizon 2020 par une complémentarité de l'action publique et privée.

démobilisation des communes

La création d'une nouvelle période d'incertitude pour de nouvelles conditions de déploiements sur Saint-Gratien et Franconville risque de démobiliser les services de ces deux communes et de remettre en cause les engagements des deux parties avec un effet de contagion sur l'ensemble de deux EPCI concerné. Il est clair que dans contexte financier difficile ce type de démobilisation entraînera une redéfinition des priorités de l'opérateur Orange sur le Département, voire au-delà, au détriment de ces deux communes.

En conséquence et au vu de cette analyse, après concertation avec les deux communes concernées, le Département du Val d'Oise ne souhaite pas une modification de la réglementation relative au périmètre des Zones Très Denses sur son territoire. En particulier, il plaide à ce stade pour le maintien de Franconville et Saint-Gratien en ZTD sauf à garantir contractuellement le maintien ou l'accélération des déploiements en cours sur ces deux communes par un nouvel engagement d'Orange ou d'autres opérateurs en cas de changement du cadre réglementaire.
